



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Annonce publique de la séance :
le 11 octobre 2018

Convocation des conseillers :
le 11 octobre 2018

ESCHV0F80322

Délibération du Conseil Communal de la ville d'Esch-sur-Alzette

Séance du 19 octobre 2018

Présents : Georges Mischo, Bourgmestre, Martin Kox, Andre Zwally, Pierre-Marc Knaff, Mandy Ragni, Echevins, Vera Spautz, Henri Hinterscheid, Jean Tonnar, Taina Bofferding, Mike Hansen, Luc Majerus, Christian Weis, Bruno Cavaleiro, Denise Biltgen, Marc Baum, Daliah Scholl, Line Wies, Tom Bleyer, Conseillers, Jean-Paul Espen, Secrétaire général

Excusés : Daniel Codello, Conseiller

Le Conseil Communal;

**Objet : 10.2. Convention relative à la gestion locative sociale ;
décision**

Considérant qu'il s'agit d'une convention entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son Ministre du Logement;

Considérant que la Ville assure la mission de location de logements appartenant à des propriétaires privés à un prix inférieur à celui du marché locatif privé au sein de son 'Service Logement' déjà en place; que la Ville assure certaines tâches de gestion pour les propriétaires des logements et met ces logements à disposition de ménages moyennant une indemnité d'occupation tenant compte de leur profil et de leur taux d'effort pour payer cette indemnité d'occupation par rapport à leur revenu net disponible;

Considérant que l'article 66-3 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit les conditions sous lesquelles l'Etat peut accorder des participations financières aux organismes exerçant la gestion locative sociale; qu'étant soucieux de lutter contre la précarité, la pauvreté et/ou l'exclusion sociale liées aux difficultés de trouver un logement abordable, l'Etat est disposé à accorder une participation financière à la Ville sous les conditions prévues dans la présente convention;

Considérant que la Ville s'engage à louer des logements appartenant à des propriétaires privés à un prix inférieur à celui du marché locatif privé, et à mettre ces logements à disposition de ménages moyennant une indemnité d'occupation tenant compte de leur profil et de leur taux d'effort pour payer cette indemnité d'occupation par rapport à leur revenu net disponible; que les loyers payés par la Ville aux propriétaires privés sont établis conformément à l'Annexe 1 faisant partie intégrante de la présente convention; que la Ville s'engage à ce que l'indemnité d'occupation lui payée par un ménage pour un logement n'est pas supérieure au loyer qu'il paye lui-même au propriétaire du même logement pour la même période; que les logements mis à disposition par la Ville doivent à tout moment répondre à tous les critères légaux et réglementaires de location, de salubrité, d'habitabilité et de sécurité;

Considérant que l'Etat participe aux frais de gestion à raison d'un forfait de 100.- € (CENT EUROS) par mois et par logement géré, à l'exclusion des logements dont une prise en charge des frais de gestion par l'Etat est basée sur un autre titre; que la participation financière de l'Etat est liquidée trimestriellement, semestriellement ou annuellement sur base d'un décompte établi par la Ville; qu'avant de procéder à la liquidation d'une tranche de la participation financière, l'Etat vérifie que la Ville a respecté et respecte toutes les obligations légales, réglementaires et conventionnelles applicables; que la Ville accepte expressément que l'Etat a le droit de lui demander tout élément d'information et tout document nécessaires à cette vérification;

Considérant que la présente convention est conclue pour l'année 2018 à compter de la date de la signature de la présente convention; qu'elle sera résiliable à tout moment de part et d'autre; que la notification de la résiliation sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception en observant un préavis de trois mois;

Vu les conditions et prestations fixées dans la convention;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988 telle qu'elle a été modifiée par la suite;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi,

**approuve
à l'unanimité**

la convention entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg relative à la gestion locative sociale.

en séance

date qu'en tête